

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Marché public de service

Conception, réalisation et pose de luminaires contemporains dans la cathédrale de Tulle en Corrèze

Procédure avec négociation, passée en application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 3° du code de la commande publique

Phase candidature

Date et heure limites de remise des plis : 6 mai 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1	Nom et adresse du pouvoir adjudicateur.....	4
ARTICLE 2	CONTEXTE ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC	4
2.1	Contexte	4
2.2	Objet du marché public	4
2.3	Forme	4
2.4	Cahier des charges technique, patrimonial et artistique	5
2.5	Groupements d'opérateurs économiques	5
2.6	Durée du marché.....	5
2.7	Décomposition en tranches	5
2.8	Travaux similaires	6
2.9	Allotissement.....	6
2.10	Variantes.....	6
2.11	Nomenclature CPV	6
ARTICLE 3	PROCEDURE.....	6
3.1	Procédure de passation.....	6
3.2	Limitation du nombre de candidats invités à remettre une offre.....	6
3.3	Comité artistique	7
3.3.1	Composition du comité artistique.....	7
3.3.2	Rôle du comité artistique	7
3.3.3	Secrétariat du comité artistique.....	7
3.3.4	Confidentialité des débats et déontologie du comité artistique	7
3.3.5	Prévention et détection de la corruption	7
3.4	Auditions	7
3.5	Négociations.....	8
3.6	Délai de validité des candidatures et des offres	8
3.7	Langue et devise	8
3.8	Visite obligatoire de l'édifice	8
3.9	Calendrier prévisionnel de la consultation.....	8
ARTICLE 4	PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES.....	8
ARTICLE 5	DOSSIER DE CONSULTATION	9
5.1	Modalités de retrait et d'identification sur le profil acheteur	9
5.2	Contenu du dossier de consultation.....	9
5.3	Modifications du DCE	10
5.3.1	A l'initiative du candidat	10
5.3.2	A l'initiative du pouvoir adjudicateur	10
5.4	Questions des candidats.....	10

ARTICLE 6	DOSSIER DE CANDIDATURE	10
ARTICLE 7	MODALITES DE TRANSMISSION DU PLI	12
7.1	Pli électronique.....	12
7.2	Copie de sauvegarde	13
ARTICLE 8	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	14
8.1	Examen des candidatures (1 ^{ère} étape).....	14
8.2	Jugement des offres (2 ^{ème} étape)	14
ARTICLE 9	PRIMES	15
ARTICLE 10	DOCUMENTS A PRODUIRE POUR POUVOIR PARTICIPER A LA PHASE OFFRE.....	15
ARTICLE 11	DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
ARTICLE 12	DIFFERENDS ET LITIGES	17
12.1	Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	17
12.2	Organe chargé des procédures de médiation	17
12.3	Introduction des recours	17

POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur responsable de l'organisation de la procédure est :

Ministère de la Culture
Direction régionale des affaires culturelles de la
Nouvelle-Aquitaine
54 rue Magendie – CS 41229
33 074 Bordeaux Cedex

CONTEXTE ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 Contexte

Tulle est la capitale du département de la Corrèze. Elle est connue pour son ancienne manufacture d'armes, la facture d'accordéon Maugein, le point de Tulle et la Cité de l'Accordéon et des Patrimoines de Tulle inaugurée le 7 avril 2024.

La cathédrale Notre-Dame de Tulle, propriété de l'État et affectée en totalité au culte catholique, est un monument insigne du patrimoine national. La cathédrale et le cloître sont classés Monument Historique par liste de 1862.

Élément central du cœur de la ville, la cathédrale a déjà fait l'objet de plusieurs chantiers de restauration qui pour les plus importants sont la restauration de la sacristie et celle du clocher.

La cathédrale de Tulle doit bénéficier dans les mois à venir d'une mise aux normes de l'ensemble de son réseau électrique et de ses luminaires. A cette occasion, la Directrice Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine en accord avec le clergé affectataire a décidé de lancer une commande publique pour la création de luminaires contemporains.

La DRAC Nouvelle-Aquitaine a la responsabilité de conduire la procédure de commande publique qui permettra de désigner le lauréat qui sera chargé de la réalisation de ces luminaires.

Un comité artistique composé de représentants de l'État, du diocèse de Tulle et de personnalités qualifiées, présidé par la Directrice régionale des affaires culturelle Nouvelle-Aquitaine, a été constitué pour accompagner cette procédure.

2.2 Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation et la pose de luminaires contemporains dans la nef, le chœur et le bas-côté nord de la cathédrale de Tulle. Le Titulaire du marché cédera de manière non exclusive ses droits patrimoniaux liés à l'exploitation œuvre et pourra garder la propriété de la conception pour, le cas échéant, l'édition de sa création.

2.3 Forme

Le marché porte sur la commande d'une œuvre d'art, il sera conclu à l'issue de la consultation et sera un marché de prestations intellectuelles, de conception et de réalisation d'une œuvre d'art, incluant sa livraison et son installation, à prix global et forfaitaire.

Les dispositions du CCAG-PI, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, seront applicables au présent marché, sauf précisions et dérogations.

2.4 Cahier des charges technique, patrimonial et artistique

2.4.1 Objectifs de la commande

Le principe de la commande publique doit permettre la rencontre entre un site architectural et une démarche artistique contemporaine. Cette rencontre comprend plusieurs aspects :

- d'une part, la création d'une œuvre pérenne, en harmonie avec l'intérieur de l'édifice, en dialogue avec les œuvres déjà présentes, et en regard avec l'architecture monumentale des lieux, ainsi qu'une réponse souhaitée au niveau d'éclairage dans une cathédrale,
- d'autre part, l'intervention artistique dans un lieu de culte et de vie quotidienne dans un environnement familial, relève d'une forme de diffusion culturelle propre à éveiller non seulement les fidèles, mais aussi tous les visiteurs à l'art de notre temps.

2.4.2 Programme artistique de la commande

Le présent projet de commande publique porte sur la création de luminaires au niveau de la nef, du chœur et du bas-côté nord de la cathédrale Notre-Dame.

S'agissant d'une conception sensible et cohérente pour l'ensemble des luminaires concernés et la lumière qu'ils portent ou diffusent, le maître d'ouvrage entend confier le projet de création à un artiste, designer ou collectif de créateurs.

La qualité scénographique de la lumière artificielle intérieure dépendra désormais de cette création de luminaires, assortie possiblement d'une réflexion sur les tonalités possibles de lumière.

Le sens des éclairages, leur intensité, leur « chaleur », leur objet sont la mise en valeur des différents temps et espaces de la cathédrale et représentent un enjeu selon les usages de l'édifice, tantôt culturels, culturels ou touristiques.

La proposition artistique devra prendre en compte dans son ensemble les différentes intensités lumineuses liées par exemple à la lumière naturelle au travers des verrières ou propres à la notion de recueillement.

Actuellement, il est prévu dans le cadre du marché de l'architecte en chef des monuments historiques, la mise en place d'un système de variation des lumières, programmatique, pouvant permettre notamment :

- Un éclairage pour les visites de l'édifice
- Un éclairage pour les messes quotidiennes
- Un éclairage pour les grandes cérémonies

Deux réseaux de luminaires sont prévus. Le réseau principal concerne le programme de luminaire qui fait l'objet du présent marché. Le second réseau regroupe un ensemble de spots et de bandes leds placés à différents endroits de l'édifice comme un dispositif d'éclairage secondaire. Ce réseau secondaire ne fait pas l'objet du présent marché mais il devra être pris en compte dans une démarche d'harmonie à l'échelle de l'édifice.

Les douze luminaires concernés par le présent marché seront répartis, de manière prévisionnelle, dans l'édifice comme suit :

- nef : 8 luminaires,

- chœur : 2 luminaires,

- bas côté nord :

chapelle : 1 luminaire

fonts baptismaux : 1 luminaire

La répartition des luminaires pourra être ajustée, notamment entre la nef et le chœur, en fonction du projet.

A titre d'information, l'enveloppe globale prévisionnelle de l'opération est estimée à 250 000 € HT. Elle comprend :

- les frais de publicité,
- l'indemnisation des candidats non retenus à qui il aura été demandé de réaliser une étude artistique, technique et budgétaire
- la rémunération du ou des candidats retenus pour la conception de l'œuvre et le suivi de la réalisation,
- la production technique,
- le coût de transport et d'installation,
- la cession des droits patrimoniaux du ou des lauréats,
- la signalétique de l'œuvre (dont la conception pourra, le cas échéant, être confiée à l'artiste/designer),
- la valorisation : publications papier et numérique (notamment audiovisuelle).

2.4.3 Programme technique de la commande

La mise en œuvre et le fonctionnement de la proposition artistique ne devront pas être de nature à remettre en question les fonctionnements techniques, organisationnelles et structurels de la cathédrale.

L'attention de l'artiste/designer est attirée sur son obligation, s'agissant de l'installation d'une œuvre d'art au sein d'un établissement recevant du public, de ne pas contrevenir aux normes, règles ou recommandations officielles en vigueur ; notamment la réglementation contre les risques incendies dans les établissements recevant du public, l'ensemble des normes françaises éditées par l'AFNOR, les dispositions applicables pour l'accessibilité aux personnes handicapées, le code du travail (hygiène, sécurité et conditions de travail), le règlement sanitaire départemental. Il est rappelé que les locaux sont accessibles à tous type de publics et confort d'usage, conformément aux réglementations en vigueur. Les résiliations devront se baser sur la réglementation en vigueur et notamment l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) dont l'article EC5 précise que les luminaires fixes doivent se conformer aux normes de la série NF EN 60598.

La pose de cartel indiquant l'auteur, le titre de l'intervention et sa date, sera prévue, tenant compte de la signalétique existante au sein de la cathédrale.

2.4.3 Attendus de la commande

Les attendus de la commande sont doubles, à la fois artistiques et culturels.

Aussi, l'intervention artistique tiendra compte du contexte local, du cadre architectural de l'édifice, de son historique, de ses fonctions, de son usage, et des publics qui le fréquentent.

Si le projet intègre une réflexion sur la qualité lumineuse, son intensité, sa chaleur, il ne peut pas être question, sauf, le cas échéant par le biais du luminaire lui-même, d'envisager des éclairages de couleur franche.

Si le projet le permet, autant que la pratique artistique de son auteur, la question de l'appropriation de la création par les habitants est un sujet d'importance. La maîtrise d'ouvrage sera attentive à toute

proposition qui accompagnerait le projet, en termes de médiation et de partage du processus de création, au moment de la conception ou de la réalisation. Différents lieux pourraient être mis à la disposition de l'artiste/designer en fonction de la date pour présenter et expliquer son travail.

Selon les intentions de l'artiste/designer et le volume d'action culturelle envisagés, des financements complémentaires peuvent être sollicités à travers les dispositifs de la DRAC ou des collectivités, en faveur de la démocratisation culturelle et l'éducation artistique et culturelles.

La première caractéristique du bâtiment église est de placer l'assemblée réunie dans la lumière. La participation de l'assemblée au mystère de la foi célébrée sous la tour de lanterne est entière et directe. La qualité de l'éclairage de la nef doit signifier que tout le peuple rentre dans la communion divine.

La lumière largement répandue dans l'ensemble du volume manifeste que Dieu habite les fidèles rassemblés.

Il ne s'agit pas d'un éclairage « tape à l'œil », c'est la réunion de deux composants terre et ciel, l'humanité et la divinité.

Lors des célébrations solennelles, doit apparaître la « Jérusalem céleste », c'est-à-dire qu'est perceptible l'union liturgique terrestre et la liturgie céleste.

Pour l'affectataire, la mise en plein lumière de l'assemblée est fondée théologiquement.

Extrait de la conférence des Évêques de France de mars 2019.

Par ailleurs, les souhaits de l'affectataire dans le cadre du programme de la commande sont :

- une différenciation de traitement entre les luminaires du chœur et ceux de la nef,
- une harmonie globale en cohérence avec l'architecture des lieux et les œuvres déjà en place,
- une attention à la simplicité, la pérennité et la beauté.

Ainsi, sur les douze luminaires concernés par le présent marché, il est attendu trois modèles différents, ou une déclinaison en trois variations d'un même modèle, s'agissant des trois espaces à traiter : le chœur, la nef et le bas-côté nord.

Le chantier de mise aux normes électriques prévoit le passage de câbles sur coursières. Aucun passage de câble n'est prévu en charpente, ce qui exclu du présent programme la suspension des luminaires depuis les clés de voûte. Les luminaires devront se déployer depuis la coursière, maintenus à la maçonnerie par un système de platine ou autre dont la conception, la résiliation et l'installation doivent être intégrées au projet.

Enfin, la démarche proposée pour la qualité environnementale de la création doit être une démarche volontaire de l'artiste/designer pour l'innovation, la conception, la réalisation, l'entretien de l'œuvre et sa pérennisation.

À ce titre, il est attendu une proposition respectueuse en consommation d'énergie, mais aussi en termes de ressources nécessaire à sa maintenance. Il est notamment attendu une responsabilité en termes de maintenance privilégiant les sources ayant une bonne efficacité et une durée de vie maximum. La technologie LED est attendue, avec la possibilité de remplacer les pièces d'usures LED sans le remplacement total du luminaire. La hauteur du luminaire par rapport au sol est à la discrétion de l'artiste/designer, cependant la facilité d'accès, pour remplacer les pièces d'usures le cas échéant, doit être prise en compte.

Le programme de maintenance ne devra pas générer d'autres déchets que les LED usées. Celle-ci devront pouvoir être recyclées. Il est aussi indispensable de choisir des composants propres, sans métaux lourds. Pour simplifier la maintenance, le nombre de technologies employées devra être limité et les puissances, dans la mesure du possible, homogénéisées.

Les règles applicables à la protection de l'environnement et au développement durable seront à minima,

sans que cette liste soit considérée comme exhaustive :

- pas de déchets,
- simplifier et limiter les technologies,
- lampes recyclables ne contenant pas ou peu de polluants,
- lampes dites « à économie d'énergie » d'une durée de vie maximum,
- mise à disposition de l'affectataire, du conservateur de l'édifice, et à la Conservation régionale des monuments historiques d'un fascicule de protocole de maintenance des installations, carnet de montage des luminaires, etc.

2.4.3 Présentation du cadre architectural

L'existence d'une abbaye à Tulle est attestée dès le VII^e siècle. Peut-être fondée par saint Calmine au VII^e siècle, l'abbaye bénédictine Saint-Martin tire un nouvel élan des libéralités du "vicomte" Adhémar des Echelles, autour de 930, et fut à l'origine de l'essor de la ville. L'abbaye de Rocamadour lui était affiliée à la suite d'un don de l'évêque de Cahors. La cathédrale est rapidement dotée d'un cloître côté sud au XIII^e siècle.

En 1317, son ambitieux abbé Arnaud de Saint-Astier obtint du pape Jean XXII qu'elle soit érigée en siège épiscopal.

L'ensemble des travaux sont achevés au XIV^e siècle avec la construction de la flèche de la tour clocher. À la Révolution, des destructions d'ampleur vont porter atteinte à l'intégrité de l'édifice : démolition du chœur, du transept, du sanctuaire, d'une partie du cloître (aile du réfectoire). Entre la seconde moitié du XIX^e siècle et 1928, le cloître est restauré, avec la reconstruction de l'aile ouest dans laquelle est aménagée un musée.

La cathédrale de Tulle est un édifice roman pour partie et gothique pour d'autre qui mesure 55 de long par 20 m de large.

La construction débuta selon un plan classique bénédictin. Les retards font évoluer les plans par rapport à ceux initialement prévus. À la suite de l'effondrement de la coupole de la croisée du transept, la cathédrale est réduite à une nef de six travées, bordée de collatéraux, fermée à l'est par un mur droit.

Les piliers et les collatéraux, voûtés d'arêtes, sont romans tandis que la voûte d'ogives de la nef est gothique. À l'extérieur, le portail ouest est orné d'un arc polylobé.

Chronologie de construction :

1103 / 1214 : Édification de l'ensemble conventuel

1230 / 1240 : Construction de la nef et du porche Ouest

Première moitié du XIII^e siècle : Édification de la salle capitulaire

1317 : L'église abbatiale devient cathédrale

XIV^e siècle : Construction du clocher

1796 : Effondrement de la coupole sur le transept et le chœur

Période révolutionnaire : Vente des bâtiments du cloître à des particuliers

XIX^e siècle : Fermeture de la nef (chevet actuel)

1827 : Démolition du réfectoire et de la galerie Sud (pour y bâtir un théâtre)

1862 : Classement MH de la cathédrale

1873 : Restauration complète du cloître par l'architecte E. Bardon

2.5 Groupements d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent se présenter seul ou en groupement.

Conformément, à l'article R.2142-24 du code de la commande publique, dans le cas d'une candidature en groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis à vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement. Aussi, chaque membre du groupement doit désigner en son sein un opérateur économique qui sera le mandataire des cotraitants (élément renseigné à la rubrique G « désignation du mandataire » du formulaire DC1, joint au présent document).

Forme du groupement :

Dans le cas où les opérateurs économiques se présenteraient sous la forme d'un groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur exige, après l'attribution du marché, que la forme du groupement attributaire soit un groupement soit solidaire, soit conjoint avec solidarité du mandataire.

Candidatures multiples :

En application de l'article R. 2142-21 du CCP, un même opérateur économique peut s'associer à différentes candidatures en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cadre de la candidature, qu'elle soit seule ou en groupement, il est attendu que les candidats puissent préciser les fabricants avec qui il envisage de travailler pour la fabrication des luminaires.

2.6 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à l'achèvement complet des travaux de pose.

2.7 Décomposition en tranches

Les prestations ne sont pas décomposées en tranches.

Le marché comporte trois phases :

- Phase 1 : phase test avec présentation d'une étude d'éclairage et d'un prototype in-situ ;
- Phase 2 : phase de réalisation et mise en place. Pour la mise en place, les travaux seront sous la responsabilité de l'architecte en chef des monuments historiques en collaboration avec l'artiste/designer, une mission spécifique sera confiée à l'architecte au frais de la DRAC
- Phase 3 : phase de réception et de mise en lumière

2.8 Travaux similaires

Sans objet

2.9 Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties.

Ce non-allotissement se justifie en raison de la nécessité de coordonner parfaitement la conception, l'exécution et l'installation de l'œuvre.

2.10 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées et les candidats sont tenus de présenter une réponse conforme aux documents de consultation. A défaut, leur offre sera jugée irrégulière.

2.11 Nomenclature CPV

Nomenclature CPV	Intitulé
92310000-7	Services de création et d'interprétation d'œuvres artistiques et littéraires

PROCEDURE

3.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 3° du code de la commande publique. En effet, le marché comporte des prestations de conception.

Cette procédure se décompose en deux étapes :

1^{ère} étape : Sélection des candidats admis à présenter une offre

La première étape a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre. Cette sélection est effectuée sur la base des dossiers de candidature dont le contenu attendu est précisé à l'article 5 du présent règlement de consultation et sur la base des critères mentionnés à l'article 8.1.

2^{ème} étape : Sélection de l'offre

Conformément à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique, la deuxième étape a pour objet de sélectionner une offre, parmi celles qui sont présentées par les candidats sélectionnés à l'issue de la première étape. La sélection de l'offre est effectuée au regard des critères mentionnés à l'article 8.2.

3.2 Limitation du nombre de candidats invités à remettre une offre

Le nombre de candidats qui seront admis à présenter une offre à l'issue de l'étape 1 sera de 4 (quatre) au maximum

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre indiqué ci-avant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre la procédure avec les seuls candidats ayant la capacité requise.

3.3 Comité artistique

Pour accompagner la procédure objet du présent marché, un comité artistique a été constitué.

3.3.1 Composition du comité artistique

Le comité artistique est composé de représentants de l'Etat, du diocèse de Tulle et de personnalités qualifiées, présidé par la Directrice Régionale des Affaires Culturelles de la Nouvelle-aquitaine.

3.3.2 Rôle du comité artistique

Le comité artistique donne un avis sur les candidatures reçues à l'issue de la première étape de la procédure. Il propose une liste de candidats auxquels il juge pertinent de demander une offre. Il auditionne les candidats après la remise de leur offre. Il peut formuler des observations ou des questions sur leurs propositions, qui sont alors transmises aux candidats en vue de la remise d'une offre finale. Il émet un avis sur les offres finales reçues. Il propose au pouvoir adjudicateur le candidat auquel il juge pertinent d'attribuer la commande publique. Il peut aussi juger qu'aucun projet ne lui semble à la hauteur des exigences du programme et préconiser alors de ne pas donner suite à la procédure.

3.3.3 Secrétariat du comité artistique

L'organisation et le secrétariat (compte-rendu, P.V) des réunions, la tenue des plannings et le suivi relèvent du commanditaire.

3.3.4 Confidentialité des débats et déontologie du comité artistique

Les membres du comité artistique sont tenus de ne pas avoir de conflit d'intérêt avec les candidats et doivent veiller à la plus stricte confidentialité pour toutes les informations dont ils ont connaissance dans le cadre de la procédure, de l'examen des dossiers des candidats et du déroulement des votes.

3.3.5 Prévention et détection de la corruption

Conformément à la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le pouvoir adjudicateur s'engage à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme.

3.4 Auditions

Les candidats retenus à l'issue de l'étape 1 seront invités à présenter leur offre lors d'une audition devant le comité artistique.

3.5 Négociations

Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec tous les soumissionnaires retenus pour l'étape 2 après l'audition qui aura été organisée. Il se réserve également la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

3.6 Délai de validité des candidatures et des offres

Le délai de validité des candidatures et des offres est fixé à 6 mois à compter de leur date limite de remise.

3.7 Langue et devise

La langue des documents remis par le candidat est le français et la devise de son offre de prix est l'euro. Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original.

3.8 Visite obligatoire de l'édifice

Aucune visite de site n'est prévue au stade de la candidature. Les visites de site seront prévues au stade de la remise de l'offre.

3.9 Calendrier prévisionnel de la consultation

Publication de l'appel à candidature : mars 2025

Sélection des candidatures : mai 2025

Envoi des invitations à soumissionner : mai 2025

Rendu des études : septembre 2025

Audition des candidats : octobre 2025

Choix du projet lauréat : octobre 2025

Livraison, installation des luminaires : 4^e semestre 2026

Le présent projet est conduit dans le cadre du dispositif de la commande publique artistique du ministère de la culture. La phase réalisation est conditionné à l'avis du Conseil national des œuvres dans l'espace public du ministère de la Culture.

PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Il est rappelé aux candidats, que conformément à l'article L. 2141-9 du code de commande publique le pouvoir adjudicateur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

L'entente a pour objet ou peut avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à :

- Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;

- Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- Répartir les marchés publics ou les sources d’approvisionnement.

En cas de doute le pouvoir adjudicateur signalera la situation aux services compétents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et pourra également porter plainte auprès de l’Autorité de la concurrence.

DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Modalités de retrait et d’identification sur le profil acheteur

Le dossier de consultation pourra être téléchargé gratuitement sur le site de la PLACE – Plateforme des Achats de l’Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le pouvoir adjudicateur recommande aux candidats souhaitant télécharger le dossier de consultation de s’identifier au préalable par une inscription gratuite, de façon à pouvoir être informés automatiquement d’une éventuelle modification du dossier de consultation. Le téléchargement anonyme du dossier de consultation est possible mais dans ce cas le pouvoir adjudicateur sera dans l’impossibilité de prévenir le candidat d’un changement dans le dossier de consultation.

Toute modification du dossier de consultation fait l’objet d’un envoi de message électronique à l’adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s’il n’a pas souhaité s’identifier ou s’il n’a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l’Etat ne soient pas filtrées par le dispositif anti-spam de l’entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l’assistance de la plateforme des Achats de l’Etat, PLACE.

5.2 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient

- 1) Le présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes :
 - Annexe 1 : DC1 (lettre de candidature et d’habilitation du mandataire par ses cotraitants) ;
 - Annexe 2 : DC2 (déclaration du candidat) ;
 - Annexe 3 : DC4 (déclaration de sous-traitance).

5.3 Modifications du DCE

5.3.1 A l'initiative du candidat

Le candidat ne peut pas apporter de modifications aux pièces du dossier de consultation. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces, ce dernier devra alerter le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

5.3.2 A l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra dès lors prendre en compte les pièces modifiées pour élaborer sa candidature.

5.4 Questions des candidats

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour l'élaboration des candidatures, les candidats devront faire parvenir une demande écrite par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (profil acheteur), en utilisant le registre des questions.

Une réponse sera alors adressée, via le profil acheteur, à tous les opérateurs ayant retiré le dossier de consultation.

Aucune réponse ne sera adressée en dehors de cette voie de communication.

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur le profil acheteur.

DOSSIER DE CANDIDATURE

6.1 Candidatures en phase études

Les candidatures doivent être rédigées en langue française. Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A) Situation propre des opérateurs économiques

- **La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants » dûment complétée – DC1** (annexe 1 au présent règlement de la consultation) ou document de forme libre comportant les mêmes informations dont notamment l'attestation sur l'honneur prévue aux articles R2143-3 et R2143-16 du code de la commande publique ;
- **La déclaration du candidat dûment complétée – DC2** (annexe 2 au présent règlement de la consultation) ou document de forme libre comportant les mêmes informations dont notamment :
 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- **Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat**
- Dans le cas où le candidat présenterait dès la candidature des sous-traitants, il devra produire une **déclaration de sous-traitance** signée du titulaire et de son sous-traitant (formulaire DC4 ou document de forme libre comportant les mêmes informations).

En cas de co-traitance, chaque co-traitant doit transmettre les mêmes documents que ceux mentionnés ci-dessus, à l'exception de la lettre de candidature (formulaire DC1) commune à l'ensemble du groupement, qui précise la forme du groupement et l'identité du mandataire. En cas de groupement solidaire avec prestations individualisées, le candidat adapte la rubrique D du formulaire DC1 en conséquence.

En cas de sous-traitance déjà connue, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le ou les sous-traitant(s) que ceux exigés des candidats, à l'exception du formulaire DC1 qui ne concerne que le candidat. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit du ou des sous-traitant(s).

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet, comportant l'ensemble des pièces.

Le document unique de marché européen (DUME) - conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en utilisant le modèle fixé par le règlement 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, le DUME peut être rempli via le profil d'acheteur ou via la page suivante :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

B) Compétences et références

Les candidats devront obligatoirement fournir un dossier de candidature, constitué d'un seul fichier «.pdf». Ce dossier devra être mis en page en format paysage afin d'en faciliter la lecture sur écran. Le dossier de candidature devra comprendre quatre parties comprenant les pièces suivantes :

- Un dossier artistique permettant appréhender l'engagement professionnel du candidat, la qualité de son travail et son aptitude à exécuter la commande (10 pages A4 maximum, incluant le travail des co-traitants ou sous-traitants, le cas échéant) ;
- Une note rédigée explicitant la motivation du candidat et la compréhension du projet, de ses exigences et de ses contraintes (3000 signes maximum, pour un candidat seul comme pour un groupement). Cette note ne constitue pas le projet artistique et ne doit pas être accompagnée de visuels ou de croquis esquissant un début de réponse au programme ;
- Un *curriculum vitae*, une biographie ou une certification professionnelle (1 page A4 maximum pour un candidat seul ou pour chacun des membres du groupement en cas de groupement ou pour chacun des sous-traitants en cas de sous-traitance).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les limites ci-dessus sont impératives et que tout dépassement du nombre de pages ou de signes entraînerait la non prise en compte des pages ou signes excédant la limite maximale fixée.

L'attention des candidats est également attirée sur le fait que les candidatures seront jugées sur les différents documents demandés aux paragraphes ci-dessus, et qu'il est par conséquent de leur intérêt d'y apporter, avec le niveau de détail pertinent, toutes les indications nécessaires à cette appréciation.

6.2 Candidatures en phase offres

Les candidatures doivent être rédigées en langue française. Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original.

A) Etude artistique comprenant

- une description des luminaires sous forme de dessin ou simulation numérique,
- l'intégration de luminaires dans leur environnement sous la forme d'une maquette représentant une travée de la cathédrale y compris le chœur.
- une note expliquant les intentions du candidat et la philosophie générale du projet.

B) Etude technique comprenant

- un descriptif détaillé des matériaux utilisés et des dimensions envisagées,
- une estimation de la consommation énergétique des luminaires,
- la méthode de fabrication et d'installation,
- une notice et un protocole de maintenance des luminaires détaillant la nature et la fréquence des interventions nécessaires à leur bon fonctionnement et à leur bonne conservation préventive, dont la version définitive sera remise à la livraison,
- un calendrier prévisionnel détaillé de la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation des luminaires faisant apparaître les dates clés et respectant le délai global alloué (s'il y a une date butoir),
- une note exposant le respect des contraintes spécifiques, environnementales ou sécuritaires exposées par le commanditaire.

C) Etude budgétaire comprenant

- un budget prévisionnel détaillé de la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation justifiant de l'adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévue,
- la rémunération de l'artiste/designer et la cession de droits d'auteur,
- la répartition du montant de la rémunération entre cotraitants en cas de candidature en groupement.

MODALITES DE TRANSMISSION DU PLI

7.1 Pli électronique

Le candidat transmettra son pli avant la date limite de remise des offres indiquée sur la première page du présent document. Le candidat a la responsabilité du chargement du pli avant la date limite de

remise des offres, le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable d'un chargement tardif du pli sur la plateforme.

Conformément à l'article R2143-2 du code de la commande publique, les candidatures et offres hors délais sont éliminées.

Les plis électroniques doivent être déposés au sur le site suivant :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Chaque transmission d'un pli fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les plis électroniques, notamment les plis transmis par courriel ou par télécopie, seront considérés comme ne respectant pas la forme prescrite et seront rejetés.

Il n'est pas obligatoire pour les candidats de signer les offres et les pièces de candidatures. Seule l'entreprise retenue sera appelée à les signer.

Toutefois en cas de signature électronique en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome.

Attention, un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

7.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique le candidat peut transmettre, parallèlement à son offre dématérialisée, une copie de sauvegarde de son pli (sur support physique (de préférence clé USB) ou sur support papier).

Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que cette dernière lui soit parvenue dans les délais de dépôt des offres.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une réparation.

Un document électronique relatif à une offre qui n'a pas fait l'objet de réparation ou dont la réparation a échoué est réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat concerné en est informé.

Cette copie de sauvegarde est à transmettre par voie postale

DRAC de la Nouvelle-Aquitaine
Site de Limoges
6, rue haute de la comédie
87 036 Limoges cedex

Le pli scellé contenant la copie de sauvegarde portera la mention visible :

«19 – Tulle – Cathédrale - Création de Luminaires - Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir »

La copie de sauvegarde ne sera ouverte et ne remplacera le pli principal que dans l'un des cas mentionnés ci-après :

- La candidature ou l'offre transmise par dématérialisée est infectée par un programme informatique malveillant ;
- La candidature ou l'offre transmise par voie dématérialisée est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Examen des candidatures (1^{ère} étape)

Les candidatures feront l'objet d'une note sur 100 au regard des critères ci-après. Les candidatures seront classées par ordre décroissant en fonction de la note attribuée.

Les modalités de sélection des candidatures sont les suivantes :

- Les candidatures déclarées recevables feront l'objet d'un classement selon les critères de sélection et la pondération définis ci-après :

Critères	Pondération
Sous-critère n°1 : Adéquation des réalisations proposées avec l'objet de cette consultation	50 points
Sous-critère n°2 : Compréhension des enjeux du projet, de ses exigences et de ses contraintes	10 points
Sous-critère n°3 : Qualité des œuvres significatives permettant de juger des capacités demandées pour la réalisation du projet	40 points

- Chaque critère sera noté selon le barème suivant :

Excellent : 100% de la note

Très satisfaisant : 87,5% de la note

Satisfaisant : 75% de la note

Assez satisfaisant : 62,5% de la note

Moyen: 50% de la note

Peu satisfaisant : 25% de la note

Insatisfaisant : 0% de la note

Pour cette 1^{ère} étape de la procédure, une note de 0 sur l'un des sous-critères ou critères est définie comme insuffisante (ne présentant pas les capacités minimales suffisantes pour mener à bien la prestation) et est donc éliminatoire.

8.2 Jugement des offres (2^{ème} étape)

Pour rappel, seules les candidatures présélectionnées à l'issue d'étape de sélection des candidatures peuvent remettre un projet et donc déposer une offre.

Une visite obligatoire sur site sera organisée pendant la deuxième phase de consultation dont la date sera communiquée aux seuls candidats admis à présenter une offre. Les candidats devront obligatoirement procéder à cette visite sur site. En effet, les candidats seront tenus de se rendre sur les lieux afin d'établir leur offre en parfaite connaissance des conditions et sujétions particulières à l'opération.

Le pouvoir adjudicateur transmettra une invitation à soumissionner auxdits candidats, précisant notamment le contenu attendu des offres.

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse lors de la 2^{ème} étape, il sera tenu compte des critères de jugement des offres pondérés suivants :

Critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique	80% des 100 points suivants
Sous-critère n°1 : qualité du projet artistique et de sa réponse au programme	70 points
Sous-critère n°2 : pertinence de la méthode de réalisation, d'acheminement et d'installation ; maintenance et durabilité	30 points
Critère n°2 : Prix	20% des 100 points

PRIMES

Les candidats ayant remis une étude non retenue à l'issue de la sélection définitive recevront une indemnité forfaitaire dont le montant sera de 5 000 € TTC. Ce montant inclura les déplacements et frais annexes relatifs à la consultation notamment pour la visite sur site, l'audition et l'élaboration de l'offre.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, sur proposition du comité artistique, de supprimer ou de réduire le montant de l'indemnité en cas d'insuffisance manifeste du projet présenté par l'un des candidats non retenus, notamment lorsque ce dernier ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.

En cas d'arrêt du projet avant le terme de la phase d'étude par la maîtrise d'ouvrage, une indemnité de 50% de l'indemnité forfaitaire prévue sera versée par la maîtrise d'ouvrage aux trois candidats admis à remettre une étude au titre recherches et missions engagées.

DOCUMENTS A PRODUIRE POUR POUVOIR PARTICIPER A LA PHASE OFFRE

La vérification des interdictions de soumissionner intervient au plus tard avant l'envoi de l'invitation à remettre une offre. Cette règle particulière s'explique par la nécessité de s'assurer qu'aucun des candidats admis à participer à la suite de la procédure s'avère, finalement, être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Le candidat admis à participer à la suite de la procédure est tenu de fournir les certificats suivants, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés à compter de l'envoi du courrier l'informant qu'il est admis à participer à la suite de la procédure :

- Le certificat attestant de fourniture des déclarations et de paiement des **impôts et taxes** applicables à son activité (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur

ajoutée), délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur et datant de moins de six mois ;

- Le certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des **cotisations et contributions de sécurité sociale**, délivré par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- Le cas échéant, un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 52512-2 à L.52512-5 du code du travail ;
- Le cas échéant, le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;
- En cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original.

Compte tenu du bref délai accordé par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces pièces, il est conseillé aux candidats :

- **qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher des administrations et autorités compétentes pour les délivrer pour les avoir dans les délais dans l'hypothèse où ils seraient admis à participer à la suite de la procédure ;**
- **qui disposeraient déjà de ces pièces, de les produire avec ceux de la candidature.**

Toutefois, il ne s'agit pas d'une obligation.

Tous ces documents doivent être transmis au pouvoir adjudicateur dans le délai qu'il fixe dans la demande transmise aux candidats admis à participer à la suite de la procédure de produire les pièces. Si l'un des candidats admis à participer à la suite de la procédure ne peut produire ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est rejetée et le candidat éliminé.

Le classement est dès lors revu ; aussi le candidat dont la candidature a été classée après celle dudit candidat éliminé est sollicité pour produire les pièces nécessaires. Cette procédure est reproduite tant que l'un des candidats admis à participer à la suite de la procédure ne produit pas les pièces exigées par le pouvoir adjudicateur, et tant qu'il subsiste des candidatures qui n'ont pas été écartées/éliminées.

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur est amené à collecter des données à caractère personnel des employés des candidats (seuls ou en groupement) et de leurs éventuels sous-traitants (au sens de la réglementation des marchés publics) et/ou fournisseurs déclarés le cas échéant dans leur dossier de candidature – ensemble ci-après désignés sous le vocable « les personnels du candidat ».

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter ces données personnelles conformément au règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le Règlement européen sur la protection des données, ou RGPD), ainsi que toute autre loi applicable en la matière.

Vis-à-vis des traitements de données à caractère personnel précités, le pouvoir adjudicateur a la qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

La collecte de ces données (nom, prénom, fonction, nom de la société, et selon le cas : coordonnées téléphoniques et/ou postales, courriel, photographie, immatriculation du véhicule) a pour objectif :

- La mise en œuvre et le suivi de la mise en concurrence (dont l'inscription en ligne pour obtenir le DCE et ses pièces modificatives) jusqu'à l'attribution du marché au prestataire titulaire et de la publication des avis d'attribution ;
- Dans le cas de visites de lieux : la délivrance d'éventuels badges d'accès, des autorisations de circulation et autres autorisations d'accès.

Les personnels des candidats concernés par ce traitement peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification et d'effacement des données les concernant en prenant l'attache du pouvoir adjudicateur, en précisant l'objet de leur demande, étant entendu que certaines données personnelles sont indispensables à l'exécution du marché et ne peuvent de ce fait être effacées.

Chaque candidat s'engage à avoir collecté les données personnelles figurant dans leur dossier de candidature de manière licite et transparente vis à vis des personnes concernées.

DIFFERENDS ET LITIGES

12.1 Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Le droit français est seul applicable. Le tribunal compétent est :
Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tatset
33 000 Bordeaux

12.2 Organe chargé des procédures de médiation

L'organe chargé des procédures de médiation est :
Comité consultatif national de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
6 rue Louise-Weiss
75 703 Paris cedex 13

12.3 Introduction des recours

Le référé précontractuel peut être introduit dans les conditions des articles L. 551-1 et suivants du code de justice administrative.

Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative.

Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

NOTICE DESCRIPTIVE DE LA CATHEDRALE DE TULLE

La cathédrale Notre-Dame de Tulle, propriété de l'État et affectée en totalité au culte catholique, est un monument insigne du patrimoine national. La cathédrale et le cloître sont classés Monument Historique par liste de 1862.

Présentation du monument :

Extrait du fascicule : Patrimoine limousin – Tulle, rédigé notamment par Claude Andrault-Schmitt, Bernadette Barrière

Tulle : La cathédrale et son cloître

Dominé par l'élégante silhouette de son clocher, l'ensemble cathédrale attire le regard. Vu depuis la place, il peut décevoir, car il porte les stigmates de destructions et de restaurations importantes : l'église, qui s'étendait jusqu'à la Corrèze, a perdu environ la moitié de sa longueur, soit son transept et son chœur ; les façades est et ouest des bâtiments monastiques ne datent que du siècle dernier. Cependant, une lecture des structures architecturales permet de comprendre que sont représentées ici plusieurs générations du style gothique : l'époque de recherche avec la conception de la nef voûtée de nervures, dont le haut vaisseau bénéficie de son propre registre de baies (fin du XIIe s.), le premier gothique pour les effets de baldaquin des multiples nervures des voûtes du cloître (déb. XIIe s.), enfin, le gothique rayonnant, d'influence parisienne, qui s'affirme essentiellement dans les étages supérieurs du clocher (courant XIVe s.). A Tulle, les architectes et commanditaires ont élaboré à chaque époque des solutions inventives, parfois originales, notamment dans les domaines du voûtement, si bien que les comparaisons avec d'autres monuments sont difficiles.

La succession des chantiers

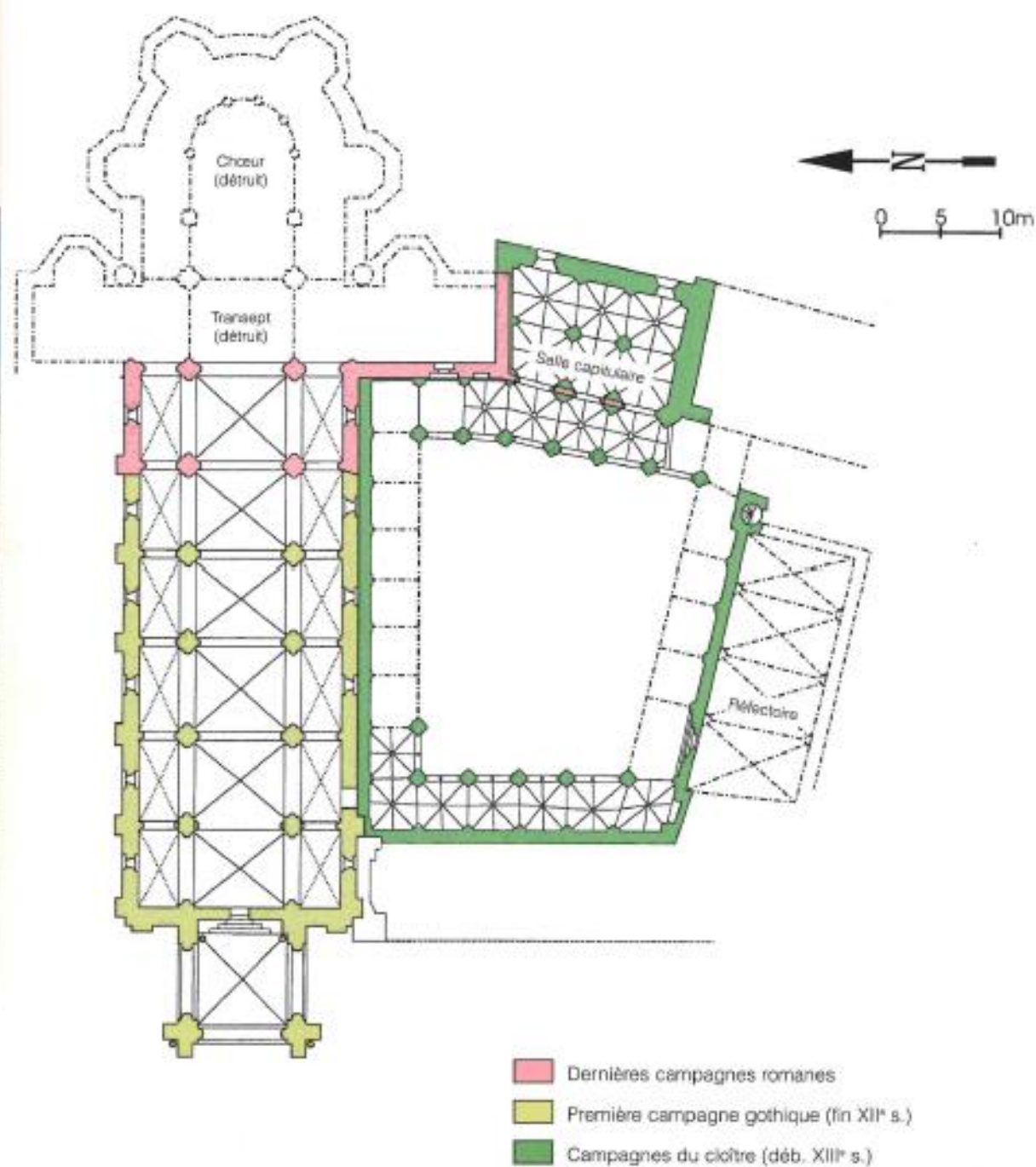
L'historique des bâtiments résulte essentiellement de l'analyse archéologique. Ainsi, par exemple, la campagne de travaux lancée en 1103 à l'instigation de l'abbé Guillaume de Carbonnières ne saurait convenir à l'œuvre en place. Sans doute faut-il imaginer que c'est le grand chevet à déambulatoire et chapelles rayonnantes aujourd'hui disparu qui a été entrepris à ce moment-là.

La magnifique tour centrale voûtée d'un dôme qui se signale à l'attention sur toutes les gravures anciennes a marqué probablement la seconde étape d'un chantier roman régulièrement mené depuis l'est : les choix architecturaux étaient en accord avec ce qui se faisait alors ailleurs dans le diocèse (abbatiales d'Uzerche, de Saint-Martial de Limoges, de Beaulieu de Chambon-sur-Voueize, cathédrale de Limoges, collégiales du Dorat, de Saint-Léonard, église de Saint-Robert...). Les ambitions des bénédictins de Tulle et de leur abbé étaient manifestes, surtout par rapport à la nef léguée par l'époque carolingienne. Pour la partie disparue, que l'on connaît bien par le plan d'Etienne Baluze et par des travaux réalisés en 1843, il faut supposer les mêmes effets et les mêmes recherches qu'à Beaulieu mais un premier souci de singularité avait amené le maître d'œuvre à choisir un nombre pair d'absidioles (4), ce qui ne se retrouve guère qu'à Saint-Hilaire de Poitiers ou, bien plus tard, en Auvergne.

Les campagnes suivantes, encore lisibles sur place, se caractérisent par des innovations d'ordre technique. Elles doivent donc être précisées en combinant les renseignements donnés par l'histoire des formes avec une réflexion sur les époques de gloire de cet établissement religieux. L'abbatiate de Géraud d'Escorailles (1152-1188) est lié à l'enrichissement du patrimoine ainsi qu'à l'affirmation de l'autorité des moines de Tulle sur le pèlerinage de Rocamadour : on peut attribuer à cet abbé un dynamisme et un esprit de décision nécessaires à parti architectural audacieux pour terminer l'église par la nef et le porche.

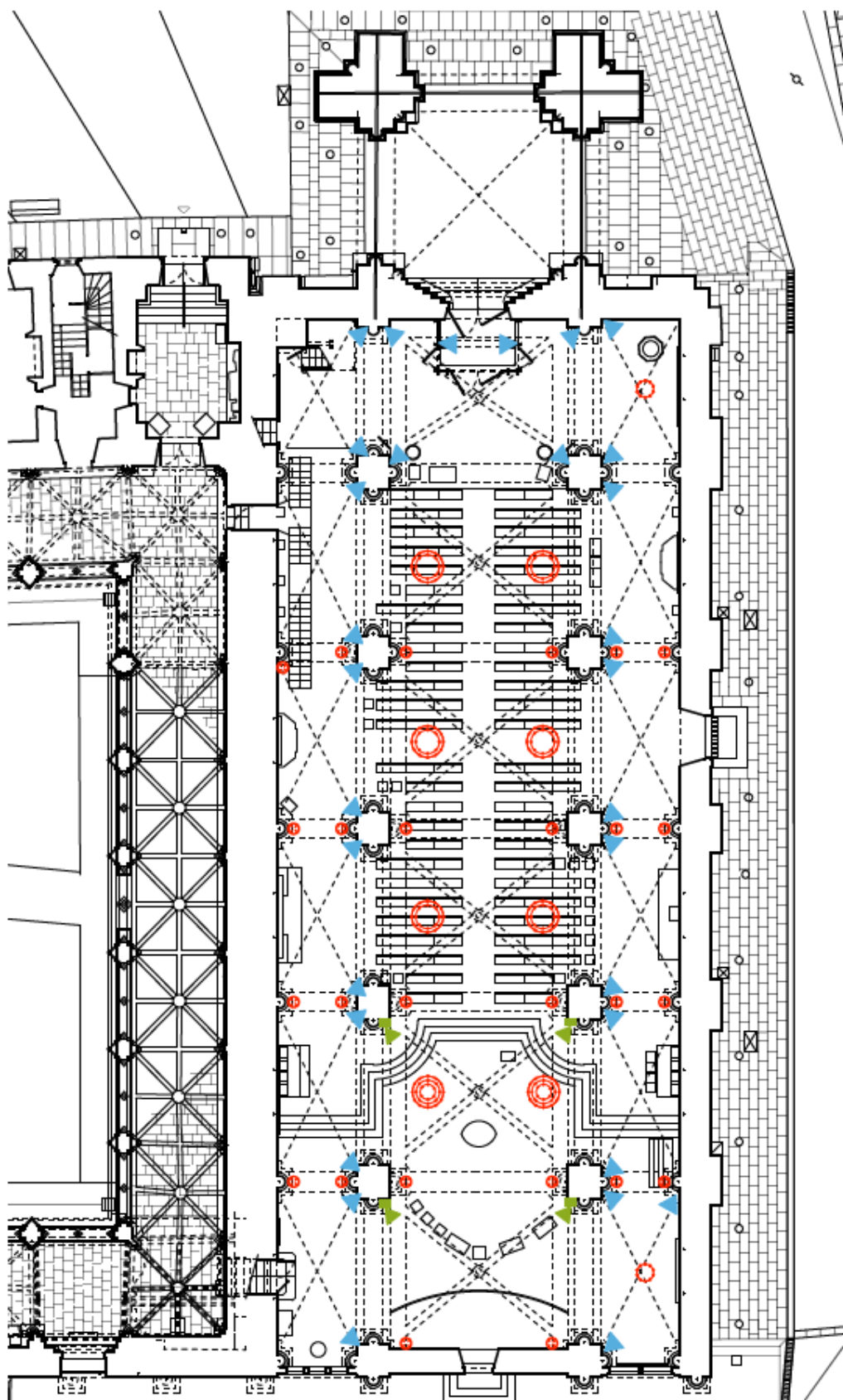
Depuis longtemps, les commentateurs ont estimé que les « crimes » commis par les familles (Combarn et Ventadour) des deux postulants à l'élection abbatiale agitée de 1210 et les donations expiatoires qui ont suivi ont causé la destruction puis la reconstruction du cloître et de la salle capitulaire qui avaient été souillés : sans preuve formelle, cette datation convient au style qui s'y manifeste. Enfin, il est évident que la transformation du monastère en siège épiscopal, en 1317, a permis comme ailleurs des embellissements à la mesure de cette nouvelle dignité : au décor architectural des étages du clocher, il faut probablement ajouter les peintures murales ainsi que la belle salle de réfectoire dont ne subsiste que la porte d'entrée.

Les siècles suivants sont moins favorables, mais il est nécessaire de poursuivre le voyage dans la chronologie pour bien comprendre. Si des réparations d'une certaine ampleur jalonnent les XVII^e et XVIII^e siècles, il semble que le cloître a perdu assez tôt quelques-unes de ses travées, et que la transformation du réfectoire en salle de justice pour l'évêque et le roi (la sénéchaussée en 1554, le présidial en 1636) a troublé l'intégrité des lieux. Plus grave : en 1796, la tour de la croisée du transept, dont on avait probablement retiré des matériaux, s'écroule, condamnant la partie orientale. En 1805, la reprise du culte entraîne la construction du pignon qui limite maintenant l'édifice vers le quai. Les bâtiments claustraux, transformés en appartements et commerces, sont progressivement récupérés en vue de l'aménagement de sacristies à l'est (1872-1884), ou du musée à l'ouest (1887-1891) : c'est alors que sont restituées les façades sur rue.



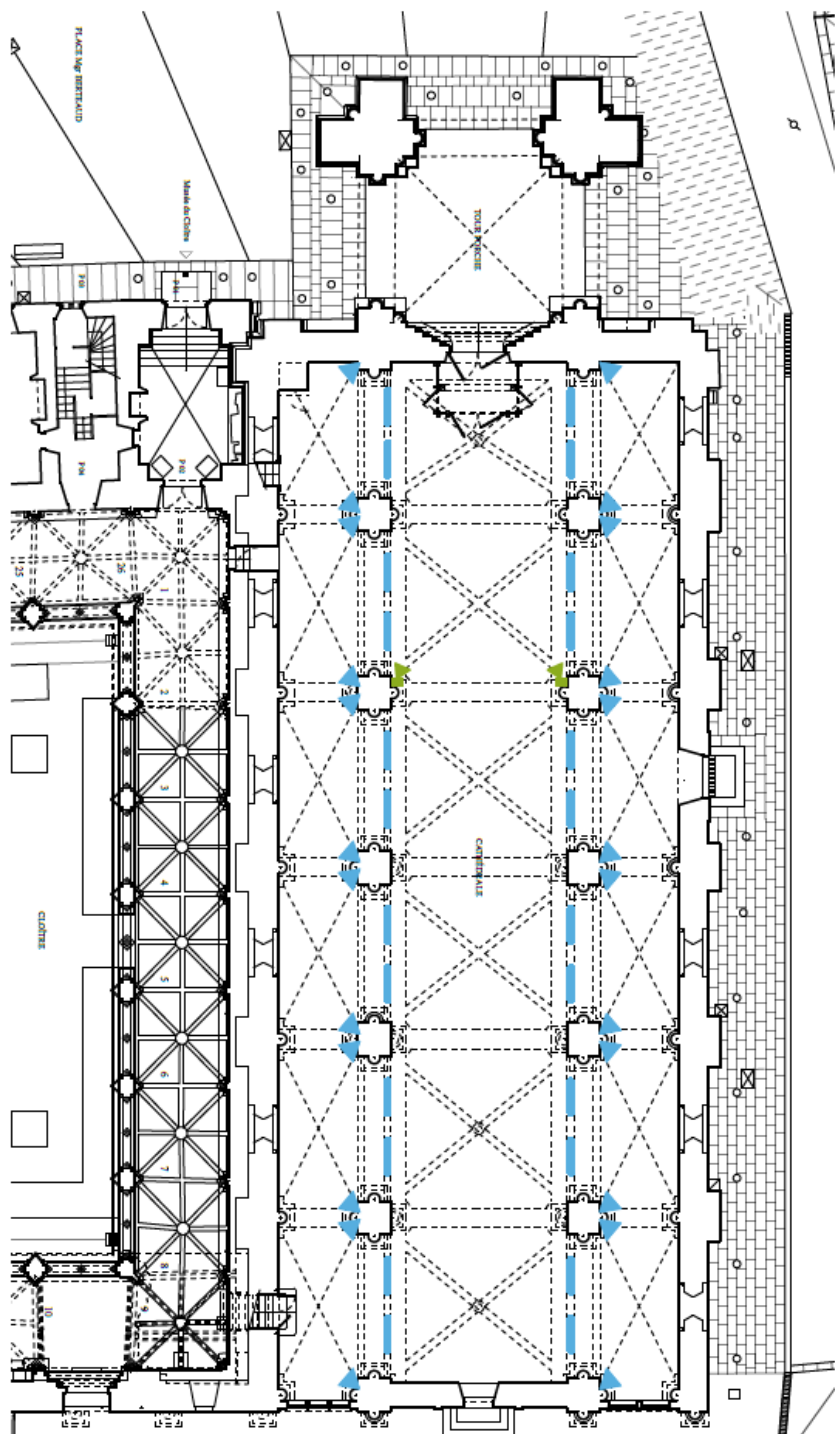
*Cathédrale et son cloître, chronologie mise à jour par Claude Andraut.
(Plan réalisé par Gérard Mazeirat revu par Claude Andraut.)*

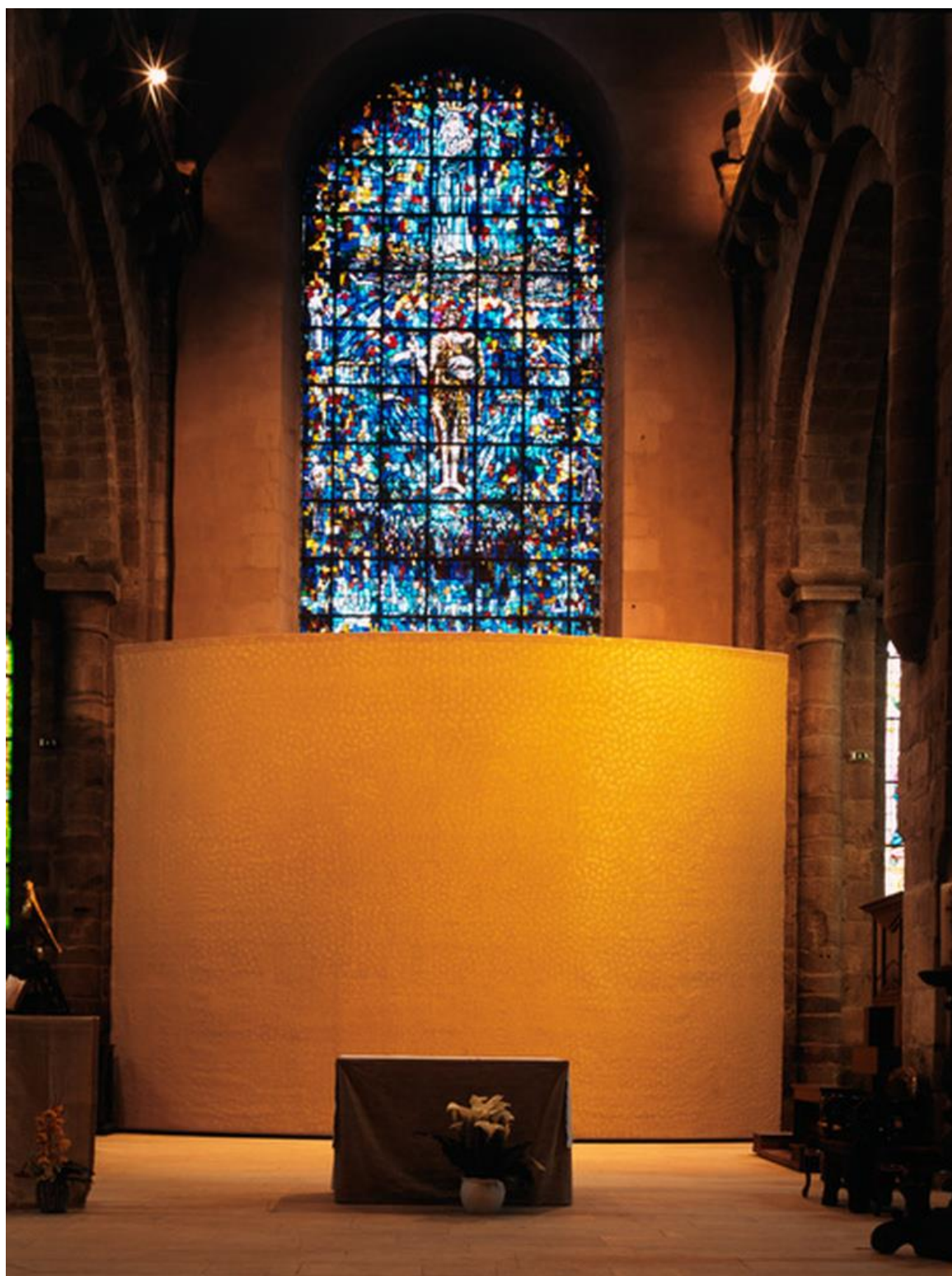
Plans prévisionnels d'implantation des luminaires



ECLAIRAGE DE MISE EN VALEUR

- ➡ Réglette LED sur la corniche de la nef pour l'éclairage des voûtes de la nef
- ➡ Projecteur isolé (spot LED) - Eclairage des voûtes des bas-côtés
- Projecteur sur rail (spot LED) pour l'éclairage de l'orgue





Chronome 63, que la lumière soit

1999 – dépôt du CNAP

Réalisée à partir d'une peinture de Roman Opalka de 1963 intitulée "Chronome 63" composée de particules blanches sur fond noir"

Atelier de tissage : Ateliers Pinton, Felletin (France)

Atelier de tissage Perrin-Crinière à Aubusson

Atelier de tissage : Atelier Pascal Legoueix, Aubusson (France)

Au printemps 1996, une volonté commune de l'État, des paroissiens avec le Père André GIRARD, permet de relancer la dynamique d'aménagement du chœur de la cathédrale de Tulle. Les négociations avec les représentants de l'État se sont établies à partir d'un cahier des charges rédigé par un comité d'une dizaine de personnes.

Le choix de Roman Opalka

Sur proposition du ministère de la Culture, un concours a été lancé pour la réalisation d'un carton d'une tapisserie destinée au chœur de la cathédrale. Il s'agit d'une commande publique déposée dans un monument historique ; le coût en est donc supporté intégralement par l'État.

À l'automne 1996, sur les trois artistes désignés, c'est le projet de Roman OPALKA qui a été retenu car il tient bien compte du voisinage coloré du vitrail de Jean-Jacques GRUBER posé en 1979. Une tapisserie avec des couleurs et des motifs symboliques aurait donné un fond trop chargé.

OPALKA a souhaité retrouver la sobriété de l'architecture cistercienne de la cathédrale qui évite que le regard des fidèles soit détourné de la prière liturgique. De plus, la tradition de l'Église veut que le fond de chœur d'une cathédrale soit conçu comme un espace qui évoque la Gloire de Dieu: Celle-ci est symbolisée par la couleur « or » qu'on attribuait à la lumière du Paradis. (cf les auréoles ou les Icônes), La tapisserie respecte ainsi cette tradition millénaire.

Chez les lissiers de Felletin et d'Aubusson

Un collectif a été créé pour la confection de la tapisserie. Il rassembla des lissiers d'Aubusson de l'atelier de Pascal LEGOUEIX et celui de France-Odile PERRIN-CRINIÈRE dans la manufacture de François PINTON à Felletin, la seule disposant d'un métier pour tisser l'ouvrage de près de huit mètres de large. Jacques BOURDEIX, chef d'atelier et interprète des meilleurs artistes cartonniers, eut la responsabilité technique de ce travail collectif. Des échantillons ont été réalisés pour offrir à Roman OPALKA un éventail d'effets selon différentes méthodes de tissage. L'artiste ignorant tout des possibilités et des exigences du métier, les lissiers ont dû déployer tous leurs talents pour arriver à un accord.

Il a ensuite fallu trois mois de travail à dix personnes pour produire une longueur de 5,35 m de tissage sur la largeur des dix-huit lames du métier, soit 42m².

Quelques données techniques de la production

Roman OPALKA ne souhaitant que l'emploi de fil d'or dans la trame, deux tons d'or ont été traités en brillant et en mat. Pour d'évidentes questions budgétaires, les lissiers utilisèrent des fils de laine et d'acétate en alternance avec un fil d'or verni réservé aux petites ponctuations plus claires. Le projet d'OPALKA alliant avec simplicité un décor minimaliste à la somptuosité des tons or, apporte sérénité au chœur d'une cathédrale amputée et blessée par les siècles.

La tombée du métier

Pour des lissiers, la tombée de métier est toujours une cérémonie rituelle émouvante. Celle-ci eut lieu au printemps 1998. C'est le moment, explique l'un d'eux, où la tapisserie est enfin vue à l'endroit et dans sa vraie dimension.

« Chronome 63 « Que la lumière soit »

L'artiste, avant de débiter en 1965 l'œuvre conceptuelle « Un à l'infini », longue suite des nombres entiers tracés au pinceau sur des toiles, avait laissé un point d'ancrage. Une toile de 73 x 61 cm intitulée « Chronome », qui marquait à la fois comme un point de rupture et une voie parallèle dans son travail de créateur. Et c'est un détail de ce « Chronome » à la ponctuation blanche confusément ordonnée sur fond noir qui fut agrandi afin de fournir le carton de cette tenture d'or. Pour mieux faire percevoir cette ponctuation, le tissage dans sa majeure partie est plus précis et plus contrasté au centre et en haut. C'est

à la tombée de métier que fut officialisée le titre de la tapisserie : « Chronome 63 nue la lumière soit ».

À l'époque de la construction de la cathédrale, la théologie résonnait déjà des questions que nous nous posons aujourd'hui devant cette oeuvre : le rôle de l'art, expression de splendeur ou de piété selon les courants, le choix ou le rejet de la figuration et la mystique de la lumière. On pourrait renvoyer à la lecture des grands saints du 12^e siècle : Bernard de CLAIRVAUX, Bonaventure, Thomas d'AQUIN, pour mieux comprendre cette tapisserie.

Si dans les Écritures, l'image de la lumière revient souvent, c'est le cantique de Zacharie (Évangile de Luc 1, 67-79) que l'on pourra dire devant le chœur de la cathédrale de Tulle, en particulier ce passage qui désigne le Messie comme apportant la lumière du matin : « Tendresse et amour de notre Dieu quand nous visite l'astre d'en haut, pour illuminer ceux qui habitent les ténèbres et l'ombre de la mort, pour conduire nos pas au chemin de la paix ».

La mise en place de la Tapisserie dans la cathédrale est conforme au projet : un rectangle doré qui va de pilier à pilier et monte jusqu'au bas du vitrail pour masquer les gradins de la maçonnerie, avec des variations de tissage à peine perceptibles du fond de la nef mais évidents des premiers rangs.

Pendant la messe, c'est la célébration qui est mise en valeur et l'on peut se concentrer sur la liturgie qui semble maintenant se dérouler dans la lumière du Père. La tapisserie sait alors se faire oublier, ce qui est juste puisque c'est pour plus important que les chrétiens se rassemblent.



Dessin
Reprographie dorée sur papier contrecollé sur carton
Oeuvre préparatoire
28,4 x 40 x 0,3 cm
© Adagp, Paris



AMENAGEMENT LITURGIQUE DU CHOEUR – LEA SHAM’S ET ALAIN DUBAN

Aujourd'hui l'aménagement liturgique de la Cathédrale de Tulle a été confié aux artistes et émailleurs limousins Léa Sham's et Alain Duban.

Dans le chœur de la Cathédrale, on distingue les trois pôles importants de la célébration liturgique : le lieu de la Présidence, le lieu de la Parole et le lieu de l'Eucharistie auxquels l'Assemblée est associée. Chacun de ces lieux est le signe de la présence du Christ.

Le lieu de la Présidence est signe d'unité, celle du peuple de Dieu et de l'Église. La Cathèdre est là pour nous rappeler que c'est le Christ qui préside à l'Église : l'évêque en est son représentant. L'Ambon est destiné à la lecture de la Parole de Dieu : le concile Vatican II a réaffirmé son rôle essentiel dans la liturgie. L'Autel est le lieu où le prêtre célèbre l'Eucharistie, la Table du Seigneur.

Léa Sham's et Alain Duban ont mis l'accent sur des matériaux qui font la richesse patrimoniale du Limousin l'ardoise, l'émail, le bois de chêne, le métal et la dentelle de Tulle. Par des formes simples et solidement ancrées, ils ont organisé l'espace en courbes qui répondent à celle de la tapisserie ; dans des variations de bleus, les plaques émaillées font un écho à la grande verrière du chœur. Les artistes ont « affirmé le caractère liturgique de chaque élément du mobilier, l'autel, l'ambon, la cathèdre, les sièges des servants, les bancs ainsi que la crédence par l'utilisation de symboles et de textes de l'Évangile ».





